



HAL
open science

Compte rendu : Roy (Olivier) – L'Europe est-elle chrétienne ? – Paris, Seuil, 2019, 198 p.

Yann Raison Du Cleuziou

► **To cite this version:**

Yann Raison Du Cleuziou. Compte rendu : Roy (Olivier) – L'Europe est-elle chrétienne ? – Paris, Seuil, 2019, 198 p.. Revue Française de Science Politique, 2019, 69 (5-6), pp.970-971. halshs-02456652

HAL Id: halshs-02456652

<https://shs.hal.science/halshs-02456652>

Submitted on 20 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Olivier Roy, *L'Europe est-elle chrétienne ?*, Paris, Seuil, 2019, 198 p.,

Compte rendu publié dans la *Revue française de science politique*, vol. 69, n°5-6, 2019.

Yann Raison du Cleuziou

Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim

Après avoir étudié, dans *La sainte ignorance. Le temps de la religion sans culture* (Seuil, 2008), le devenir des religions coupées de leur substrat culturel historique, Olivier Roy s'interroge dans son dernier essai sur le devenir des cultures coupées de leur substrat religieux. L'Europe est le terrain privilégié de cette investigation. L'auteur propose un panorama synthétique et finement problématisé du devenir du christianisme en son sein.

Depuis 2004, les controverses sur l'opportunité de la mention des « racines chrétiennes » dans le préambule du projet de Constitution européenne n'ont pas de justification historique. L'importance du christianisme parmi les matrices historiques de l'Europe est indubitable pour l'auteur. L'enjeu réel du débat est la définition de l'identité européenne alors même qu'elle n'est plus chrétienne. Les différents pays de l'Union européenne sont marqués par un double processus de sécularisation (p. 37). Tout d'abord ce processus se manifeste par une autonomisation du gouvernement politique par rapport aux autorités religieuses et aux finalités qu'elles promeuvent. À partir du XVI^e siècle, les guerres de Religion ont été une étape décisive de cette séparation et le traité de Westphalie (1648) fut sa traduction juridique (p. 21-26). Ensuite, ce sont les sociétés européennes qui se sont progressivement détachées de la foi chrétienne, déclassant celle-ci du rôle de principe organisateur des mœurs à ressource privée de construction de soi. Ce déclin progressif, très documenté dans le cas français, est encore plus spectaculaire en Espagne et surtout en Irlande (p. 42). Le catholicisme est lui-même acteur de ce processus de sécularisation (p. 48-49). La modernisation des formes et du discours catholique entrepris par le concile Vatican II apparaît rétrospectivement comme une dynamique de sécularisation interne de l'Église (p. 79-86).

La « rupture anthropologique » qui accompagne la crise de 1968 a dévoilé l'échec de cette tentative d'ajustement. L'encyclique *Humanae Vitae*, publiée par Paul VI en juillet 1968, est le signe d'une sécession de l'Église à l'égard de la libération des mœurs (p. 99 *sq.*). Jean-Paul II puis Benoît XVI redéployent le catholicisme contre la sécularisation de la norme de l'usage du corps et tout spécialement de la sexualité. Ce combat contre le « relativisme éthique » aboutit à de nouvelles interventions politiques, cette fois structurées par des laïcs et prenant la forme de mobilisations collectives, comme la Manif pour tous. *In fine*, il s'agit là d'une ultime résistance à l'« apostasie » des sociétés européennes. Quand Jean-Paul II évoque les « racines chrétiennes » de l'Europe, c'est encore pour dénoncer cette sécularisation comme un processus de rupture profond avec la « loi naturelle » et donc à la fois les sources religieuses et philosophiques de la culture européenne.

L'émancipation des moeurs à l'égard de la morale chrétienne aboutit à ce que les chrétiens se pensent désormais comme une minorité sous pression (p. 104) de la culture européenne dominante. Ils se trouvent pris entre deux fronts culturels : le libéralisme et l'islam (p. 130-131). Dans ce contexte, le catholicisme de gauche se trouve frappé d'obsolescence (p. 114), comme la démocratie chrétienne (p. 123). L'Europe n'est plus chrétienne et le christianisme n'est plus européen. Les flux missionnaires se sont inversés et ce sont désormais des Africains qui viennent évangéliser les Européens (p. 33). Au sein même de l'Église, les cardinaux du Sud opposent leur foi à la culture libérale et néocoloniale d'une Europe « décadente » (p. 34). Dans ce contexte, que signifie la mobilisation de nombreux *leaders* populistes en faveur des « racines chrétiennes » de l'Europe ? Il ne s'agit pas d'une contre-révolution (p. 90), selon O. Roy, car la logique des populismes n'a rien de religieux. Le christianisme est instrumentalisé en frontière culturelle afin de discriminer l'ennemi intérieur et extérieur qu'est le musulman (p. 184 et 149).

Le coeur de l'ouvrage se trouve dans l'analyse de cette dynamique politique de patrimonialisation du religieux qui donne aux nouvelles formes de nationalisme un horizon civilisationnel. Les crèches et les crucifix sont devenus des symboles de la culture européenne et se trouvent évidés de leur signification religieuse (p. 151). Ce recours aux « racines » est une double défaite de la foi chrétienne qui se trouve dépossédée de ses symboles traditionnels et dont la marge d'expression se réduit à mesure que les États européens adoptent des législations restrictives contre les religions, motivées par une stratégie d'invisibilisation de l'islam (p. 160 *sq.*). Cette marginalisation du religieux facilite sa radicalisation (p. 179). O. Roy observe que les juridictions pénètrent de plus en plus dans ce qui était le domaine réservé de la conscience religieuse pour exiger une mise en conformité des corpus religieux avec les valeurs libérales. Quand elles interviennent pour condamner une atteinte à la foi d'un groupe confessionnel, c'est cette fois au nom de sa « sensibilité » blessée, ce qui contribue encore, d'une autre manière, à séculariser le religieux en culture (p. 186-187). Pour l'auteur, la régression croissante des libertés religieuses en Europe ainsi que la patrimonialisation du christianisme sont la manifestation emblématique d'une crise de l'identité européenne et d'une incapacité à articuler de manière satisfaisante la norme légale et les valeurs sociales.

Cet essai documenté propose dans un format accessible une contribution stimulante à cette réflexion. Il aurait gagné en profondeur en intégrant mieux au corpus analysé les dynamiques spécifiques des pays de l'Est et la manière dont le religieux retrouve un sens spécifique dans le cadre d'une conception illibérale de la démocratie : la religion civile ne peut être exclusivement pensée comme du religieux sécularisé. De la même manière, le texte oppose peut-être trop les versions religieuses et populistes du discours sur les racines chrétiennes alors qu'il existe une tangence qui n'est pas marginale chez les conservateurs qui défendent la valeur de la « religion populaire ».